
JULIEN FRETTEL

LA CRISE DU MILITANTISME

La crise du militantisme est un sujet récurrent pour qui s'intéresse aux mondes partisans. Cette question a d'ailleurs partie liée avec un thème un peu plus ancien encore qui veut que la faiblesse des partis politiques français, depuis leur institutionnalisation à la fin du XIX^e siècle, ait comme soubassement une densité militante pour le moins discutable¹. Par conséquent, s'inquiéter du peu de nombre d'adhérents mobilisés qu'ont en leur sein les institutions partisanes françaises depuis leur formation, pour légitime que cela soit, n'apporte pas un éclairage suffisant en vue de poser la question de la crise contemporaine du militantisme. Une lecture des manuels de science politique et des ouvrages dédiés à la compréhension des formations politiques françaises conduit à conclure que la proportion d'adhérents à des partis politiques dans le corps électoral a rarement dépassé 1 % ! Certes, dans les mémoires politologiques, le Parti communiste français demeure une sorte de contre-exemple de ce modeste étiage². Mais il reste que les partis politiques français n'ont jamais pu faire suffisamment « masse » ni revendiquer, pour les principaux d'entre eux, des chiffres semblables à ceux existant par exemple en Grande-Bretagne. Si l'on tente de réaliser un recensement des forces politiques en France aujourd'hui, il s'avère que non seulement le trend séculaire de l'adhésion n'a pas été contredit mais, pire encore, que les partis politiques de gouvernement ou d'alliance gouvernementale, pour ne parler que d'eux, sont à leur niveau plancher. Sans entrer dans les détails quantifiables, on sait que ni Les Républicains, ni le Parti socialiste, ni le Parti communiste, ni le Front national n'a en

71

1. Julien Frettel et Rémi Lefebvre, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique », in Michel Offerlé et Henry Rousso (dir.), *La Fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008, p. 149-177.

2. Au PCF, on pourrait ajouter les plus éphémères Parti social français et Rassemblement du peuple français (quatre cent mille adhérents chacun, si l'on en croit leurs dirigeants).

son sein plus de deux cent mille adhérents. Et encore, il ne fait aucun doute que ces éléments théoriquement objectivables sont l'objet de nombreuses manipulations de la part des chefs de parti, sans parler du fait que ces derniers ont une lecture assez peu formelle des effectifs militants. Ils sont apparemment acquis à l'idée que le renouvellement de cotisation peut se faire de manière biannuelle, pour ne pas dire plus.

72 Face à ces réalités difficiles à chiffrer, il convient d'apporter quelques éclairages. D'abord, il est vrai qu'il existe comme une incapacité des partis politiques français à se doter de bases adhérentes élevées. Il y a bien eu par le passé des cycles plus favorables, mais jamais aucun d'eux, à quelques exceptions, n'est parvenu au niveau tant appelé de leurs vœux par la plupart des dirigeants, à savoir cinq cent mille adhérents. On se souvient que ce fut un objectif affiché par Jean-Christophe Cambadélis en 2014 lors de la présentation de la nouvelle « Charte des socialistes pour le progrès humain », où il avait été promis d'« ouvrir la maison » et de faire du PS un « parti de masse » de cinq cent mille militants et de 1 à 1,5 million de sympathisants en 2017 ». Nicolas Sarkozy, un an plus tard, lors de la transformation de l'Union pour un mouvement populaire en Les Républicains, ne disait pas autre chose en affichant l'ambition d'élever ses effectifs là encore à cinq cent mille adhérents. Pour autant, par-delà ces faiblesses arithmétiques durables, il faut rapporter ces niveaux d'adhésions à des effets de cycle plus courts qui relèvent quant à eux des conjonctures politiques et plus particulièrement des calendriers électoraux. Les chiffres sont alors plus ou moins à la hausse ou à la baisse selon les perspectives de victoire aux élections. Au lendemain des scrutins présidentiels, par exemple, on assiste fréquemment à un afflux hors norme de militants en direction des formations censées promises à de beaux jours³. Mais une fatalité tenace voit ces tendances rapidement contenues, puis inversées. Dire que les organisations partisanes françaises constituent des « partis passoirs » et sont comme rattrapées chaque fois par des phénomènes de *turnover* considérables n'est pas qu'une simple formule. Ainsi, s'entremêlant aux tendances lourdes portant sur les effectifs réduits des partis politiques français, voit-on depuis longtemps des mouvements pendulaires indexés aux temporalités électorales.

3. S'agissant du MoDem, le nombre d'adhérents est passé de quarante mille à plus de quatre-vingt-dix mille au lendemain de la campagne présidentielle de François Bayrou en 2007, celle dont on a dit qu'elle avait failli lui être victorieuse. Moins d'un an et demi après, le niveau d'adhésions était revenu à son point de départ. Cf. Julien Frettel, « Un centre sans gravité », in Pascal Delwit (dir.), *Les Partis politiques en France*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2014, p. 167-186.

Cette prudence vis-à-vis de l'histoire et de ses tendances régulières n'exclut pas de se demander pourquoi les partis politiques fonctionnent comme des institutions non seulement peu fréquentées, ainsi que cela a été rappelé, mais aussi comme des univers de mobilisation politique jugés assez peu fréquentables par bon nombre de nos concitoyens quand l'objectif de ces derniers est de rejoindre les rangs militants et de s'attacher à défendre gratuitement et bénévolement la cause du mouvement. Car, et c'est là une autre dimension de la pénurie du militantisme, on ne compte plus les enquêtes sociologiques sur le malheur militant, l'exit et la méfiance individuelle pour l'engagement partisan. Penser la crise du militantisme dans les partis politiques français impose dès lors d'analyser plusieurs paramètres permettant d'éclairer à la fois l'incapacité de ces derniers à s'ouvrir davantage aux citoyens qui souhaitent s'engager pour une cause politique et, quand cela a lieu, le mécontentement des candidats possibles ou passés au militantisme de parti. Pour ce faire, nous souhaitons partir d'hypothèses qui excluent d'analyser *a priori* cette crise à partir de l'existence d'un besoin ou d'une ataraxie préalables des Français vis-à-vis des organisations politiques. Il nous paraît effectivement qu'aucune enquête empirique ne permet de prendre au sérieux ce type d'analyse. Par exemple, le paradigme de l'individualisation de la société, cher à celles et ceux qui voient parmi les effets de la division du travail social la disparition des dispositions à l'enrôlement partisan, ne convainc guère. L'individuation accrue des citoyens, quand on voit avec quel engouement ceux-ci s'investissent dans le monde associatif, ne peut être une cause recevable. Notre angle d'étude, après avoir dressé un constat indiquant pourquoi le militantisme est, sinon en crise, du moins dans une situation de stagnation, sera d'interroger les causes organisationnelles qui dissuadent de franchir le seuil des organisations partisans. Enfin, nous nous arrêterons sur des créations partisans pour nous demander si la crise du militantisme s'apparente elle aussi à une loi d'airain propre aux partis politiques.

73

UN ÉTAT DES LIEUX DÉSOLANT

Les partis politiques français affichent peu d'adhérents, par rapport à ceux d'autres pays et d'autres temps. Le bilan est encore plus sombre si l'on se porte sur le cas des militants. Au surplus, les adhérents qui ont toujours le courage de pratiquer le militantisme ou de se placer sous cette bannière présentent des signes quelque peu inquiétants au sens où ils semblent avoir perdu certaines qualités de leurs aînés. Ces

derniers, sans trop en exagérer les traits, étaient non seulement mus par le besoin viscéral de servir une cause au prix de leur temps et de leur vie sociale quasiment, mais aussi acquis à l'idée que l'acte de militer pouvait n'avoir d'autre fin que lui-même. Pour le dire autrement, la promesse de devenir plus ou moins rapidement éligible importait moins que revêtir les habits du représentant ordinaire et besogneux des projets portés par le groupement⁴.

74 Deux éléments viennent étayer cette appréciation. D'abord, la nature même de ce que « militer » veut dire ne laisse pas d'interroger à ce jour. Au risque d'idéaliser le passé⁵, il ressort de nombreuses analyses que les partis politiques français ont subi un processus de professionnalisation général évident⁶. Cette professionnalisation concerne bien sûr les élus locaux et les parlementaires qui occupent les fonctions dirigeantes au sein des organisations politiques. Ce processus a conduit à mettre en lice des mandataires faisant de leurs mandats des objets et des enjeux de carrière peu négociables et rarement révocables⁷. On peut faire l'hypothèse hautement probable que ce travail pour le moins alimentaire de représentant politique a conduit à dévaloriser la geste militante et à déposséder davantage encore les sans-grade des partis des « vrais enjeux » et des décisions stratégiques. Mais cette professionnalisation a également agi sur le profil et le style des militants. Qu'il s'agisse du PS, de LR, du PCF, du MoDem ou même d'Europe Écologie-Les Verts, il en résulte une sorte de spécialisation et de technicisation du militantisme lui-même⁸.

Les militants ou désignés comme tels subissent de manière croissante un changement de nature de deux ordres. D'une part, les transformations organisationnelles au sein des partis politiques, en raison de phénomènes de bureaucratisation et de managérialisation, ont réduit la place laissée au militantisme de sociabilité. L'un des effets est la démonétisation de

4. Cette assertion ne se veut pas non plus complètement naïve. Depuis leurs débuts, les partis politiques ont accueilli toutes sortes de candidats au militantisme, des plus intéressés au désintéressés aux plus intéressés par l'intérêt électif entre autres.

5. Mais la lecture de certains ouvrages invite tout de même à voir dans le passé des militants des formes aujourd'hui caduques. Cf. notamment Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

6. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le ps aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

7. Julien Boelaert, Sébastien Michon et Étienne Ollion, *Métier: député. Enquête sur la professionnalisation politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

8. Cet aspect a été exploré par Rémi Lefebvre au travers des conséquences qu'a eues l'adoption des primaires dans les partis politiques (*Les Primaires socialistes. La fin d'un parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011).

la figure de l'adhérent dégagé des questions électorales et des trophées au sein de l'appareil, au profit du « militant » happé par une concurrence statutaire de tous les instants. Ce nouveau rôle ainsi prescrit au sein des formations politiques demande bien évidemment beaucoup de disponibilité et des savoir-faire en termes de placement et de sens développé du jeu, qui sont très inégalement répartis dans la population française en général et dans la population des partis politiques en particulier. Quelque chose de l'ordre des mœurs agonistiques qui n'existait pas à ce point par le passé est advenu au sein de la civilisation partisane. Le militant de base voit alors sa base militante se rétrécir et s'assombrir. D'autre part, et cette dimension est indissociable de ce qui a été décrit précédemment, il ressort que les partis politiques sont de plus en plus peuplés d'adhérents qui bien que non élus s'avèrent être de plus en plus des auxiliaires des professionnels de la politique. Ces collaborateurs, souvent convaincus d'être des militants comme les autres mais qui, pour nombre d'entre eux, se sont formés à la vie partisane au travers de cursus universitaires *ad hoc*⁹, sont pieds et poings liés à la stratégie de conquête ou de conservation du pouvoir de ceux qui sont en réalité bien plus leurs employeurs directs que leurs porte-parole. Rien d'étonnant, ce faisant, à trouver des proportions sans précédent d'adhérents mis en réalité au travail dans les partis aux côtés des élus. Si l'on sait y regarder de près, on constate alors que nombre de fédérations ou de sections « actives » de partis politiques sont essentiellement constituées d'équipes contractuelles participant dans leur ensemble au métier politique. Quand ce ne sont pas les collaborateurs d'élus qui feignent de vivre la politique en militants, ce sont des fonctionnaires et des fonctionnaires territoriaux qui occupent l'espace jadis dévolu à l'activisme adhérent. Le nombre de ceux qui vivent pour et de la politique, parmi le petit personnel partisan, se développe, au détriment des militants qui n'ont ni le temps ni l'envie de se consacrer à ce point à un parti¹⁰.

75

Toutes ces évolutions, on l'imagine aisément, ont pour contrecoup de donner le sentiment aux purs adhérents de ne pas être à leur place, d'avoir des temps de retard considérables sur l'agenda partisan et ses enjeux saillants, et enfin de vivre dans un univers où la fonction idéologique et

9. On pense aux masters 2 de science politique, en particulier, formant aux métiers de collaborateurs d'élus tels que ceux des universités Paris-Nanterre et Panthéon-Sorbonne, ou encore à l'Institut supérieur du management public et politique (ISMMP).

10. Nos propres travaux sur l'Union pour la démocratie française et le MoDem entre 1999 et 2004, réalisés dans le cadre d'une thèse de doctorat, nous avaient conduit à estimer que près de 30 % des adhérents étaient des fonctionnaires territoriaux ou assimilés.

76 morale est abaissée. Ensuite, les partis politiques, ayant connu la même inclination que les ONG très professionnalisées, où l'*illusio* philanthropique va de pair avec les ambitions les plus assumées, ont tout, dans ces conditions, pour fonctionner comme autant d'institutions très sélectives. Là encore, les quelques enquêtes portant sur les principaux partis politiques français indiquent que des pans entiers de la population ne peuvent, quand ils seraient susceptibles d'avoir la volonté de « faire parti », que se sentir par trop extérieurs à ces cultures partisanes spécialisées¹¹. Sans entrer dans les détails, il se dégage de ces travaux que les organisations politiques sont des repères pour les classes supérieures et pour les surdiplômés. Sans doute le type de jeu auquel on est invité à assister au cours des échanges au sein d'un parti exige-t-il d'avoir beaucoup d'entregent, de présenter des aptitudes à la rhétorique délibérative et de jouer le jeu avec le plus grand des sérieux, comme avec une forme de conscience professionnelle, pourrait-on dire. Une autre conséquence sociologique en découle, à savoir que les militants sont à l'heure actuelle loin de présenter une image sociale quelque peu représentative de la population française, faute de jeunes, de femmes, de membres de la diversité ethniciée et religieuse, et bien sûr de personnes issues des milieux populaires.

DES OFFRES MILITANTES SANS EFFET

Les partis politiques, souvent après des déconvenues électorales, tiennent néanmoins des discours publics annonçant leur volonté de retrouver une dimension et une ferveur militantes. Ils considèrent qu'il y va de leur légitimité autant que de leur survie. Ils en appellent alors à regrossir leurs rangs, déclarent rouvrir les portes et jurent de changer foncièrement de mode de fonctionnement pour ne plus dissuader l'adhésion. L'antienne qui se fait jour en ce cas jure vouloir accueillir en grand nombre des jeunes et plus généralement toutes les catégories sociales synonymes de diversité – chaque formation souhaitant un plus grand brassage, une meilleure irrigation en vue, pour reprendre des termes indigènes, de se tourner vers la « société civile ». Le changement de mœurs est donc promis à tous ceux qui se hasarderont à (re)prendre une carte du parti. Pour autant, sous les discours annonciateurs de nouveauté, rien, ou si peu, ne paraît varier. Malgré les promesses visant à mieux démocratiser encore la vie partisane en vue de garantir aux adhérents

11. Cf. Florence Haegel, *Les Droites en fusion*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

une meilleure prise sur les décisions et les événements intrapartisans, une inertie persiste. Certes, chaque fois de nouvelles propositions d'organisation sont affichées, toutes plus inventives les unes que les autres, avec les garanties données en vue d'instaurer une égalité de droit et de fait entre tous les adhérents, élus ou non. Un surcroît de délibération est promis, tout comme des propositions pour nourrir le militantisme d'activités nouvelles sont envisagées. François Bayrou en 2007, au moment du lancement du MoDem, avait pris l'engagement d'associer tous les « démocrates » à la confection des statuts et du règlement intérieur du nouveau parti, dans l'espoir que chaque participant gagne en souveraineté et en reconnaissance. Sous le signe de cette bonne volonté dirigeante, il avait ajouté un programme ambitieux en matière de formation destinée à enrichir le statut de l'adhérent et à élever le niveau des privilèges symboliques accordés à ceux qui s'engagent. Lors de son appel en 2010, Daniel Cohn-Bendit avait quant à lui proposé de délaisser la forme partitaire qu'avaient revêtue les écologistes au moment de leur création au profit d'une forme « coopérative », plus souple, plus « pollinisatrice », afin de donner plus de liberté et d'esprit d'initiative aux « adhérents » de l'écologie¹². Ce qu'avait enfin imaginé d'instaurer Jean-François Copé en 2012 en vue de ravir la présidence de l'UMP constitue également un bel exemple d'innovation sans grand lendemain. Ce dernier avait cru pouvoir ranimer les activités et les plaisirs militants en milieu gaulliste en s'inspirant de ce que font les ONG. Les adhérents de l'UMP étaient ainsi invités à importer l'esprit de l'aide envers autrui au travers de l'organisation de soutiens scolaires, entre autres, dans l'espoir que l'humanitaire régénère leur foi dans l'engagement partisan.

77

Ces quelques exemples sans conséquences concrètes disent assez bien quelle velléité de changement en direction du recrutement des militants règne dans les partis de gouvernement. À peine ces politiques d'affichage étaient-elles annoncées que les routines partisans des professionnels de la politique ont repris inéluctablement le dessus. Les élus ont vite recouvré le contrôle des fédérations. Certains d'entre eux ont découragé les nouveaux adhérents de peur de les voir participer d'un déséquilibre des rapports de force à leur désavantage¹³. De la même manière, la volonté d'établir des rapports partisans inédits par la valorisation de la

12. « Inventons ensemble une Coopérative politique », *Le Monde*, 22 mars 2010. Cf. Europe-Ecologie22mars.org.

13. Lors de la promotion de l'adhésion à 20 euros au Parti socialiste en 2006, nombre de sections ont accueilli plutôt froidement les primo-arrivants, s'inquiétant plus de leurs appartenances possibles à tel ou tel courant que de leurs ressources et expériences personnelles.

78 participation militante, en dépit de nouveaux statuts formellement plus égalitaires, plus « juridicisés » que jamais, s'est rapidement estompée. Depuis les années 2000, les partis politiques ont donc débordé d'imagination procédurale en créant des « commissions de résolution des conflits », des « comités d'éthique », des « pôles de conciliation », des « observatoires de la parité ». Cependant, aucun de ces dispositifs n'est parvenu à atteindre un niveau d'efficacité morale satisfaisant. Une plongée au cœur des sièges des partis politiques montre qu'une régression vers les logiques d'appareil refait inéluctablement surface. Le personnel administratif ne change pas ses manières de faire quand les cadres en charge des « ressources humaines et militantes » font défaut. Pendant ce temps, les élus continuent de préempter les postes clés, et les baronnies locales ont fini d'écarter les adhérents récents ayant cru en la réalité des nouveaux programmes d'intégration militante. Oubliés donc les projets de formation, de régulation des ambitions, évaporée au surplus la volonté de faire évoluer ce qui pourrait faciliter les conditions d'une vocation militante. Le reflux de ceux qui ont cru en une nouvelle ère militante arrive rapidement. Il est interprété par les cadres réguliers du mouvement comme un échec imputable à la naïveté des profanes en question. Puis la préparation des élections reprend ses droits et le renouvellement militant est reporté *sine die*.

UN NOUVEAU MILITANTISME EST-IL POSSIBLE ?

Ce tableau particulièrement sombre ne peut faire l'impasse sur une actualité partisane dont les traits apparents viennent soit contraster l'état des lieux précédemment établi, soit inviter à réfléchir sur de possibles perspectives peut-être plus favorables. À ce titre, on peut difficilement occulter le phénomène « En Marche ! », qui a émergé lors de la campagne pour la présidentielle de 2017. En effet, en dépit des discours sur le déclin inexorable des partis politiques, tout s'est passé comme si une innovation organisationnelle avait su briser les lois de la raréfaction ou du découragement militants. En Marche ! venait tout juste d'être créé qu'un afflux non négligeable d'adhérents a eu lieu. Rapidement, des chiffres quasiment inédits en matière d'effectifs ont été atteints. En six mois d'existence, le parti d'Emmanuel Macron a pu revendiquer plus de cent mille adhérents et, à la veille de l'élection présidentielle, plus de deux cent cinquante mille. Certes, les règles de l'adhésion propres à ce mouvement, qui s'attachait par ailleurs à nier présenter une quelconque parenté organisationnelle avec les formes partitaires

classiques¹⁴, avaient de quoi surprendre. Il suffisait de « cliquer » et de s'inscrire *via* internet, gratuitement, pour devenir « marcheur » ou « *helper* ». Ce geste, ordinaire pour tant d'internautes, fussent-ils militants de quelque cause que ce soit, dénote au regard des us et coutumes en vigueur dans les organisations politiques, où entrer au sein d'un parti, généralement, est symbolisé par une contribution monétaire. Par conséquent, que peut donc valoir, sociologiquement parlant, une adhésion « sans engagement » ?

Les premières observations réalisées sur ce mouvement conduisent à penser que la gratuité de l'adhésion n'est pas mécaniquement antinomique avec le désir de s'investir et de militer¹⁵. Tant s'en faut. Les comités locaux ainsi observés ont regorgé de membres actifs donnant de leur temps pour remplir nombre de tâches classiquement dévolues aux militants des partis politiques. Mais ce n'est peut-être pas là qu'est la véritable nouveauté en matière d'engagement. Le caractère inédit de cette nouvelle entreprise réside plutôt dans la manière dont ont été encadrées et promues les activités partisanes et militantes. Pour le dire rapidement, au risque de soulever un paradoxe, En Marche ! s'est appuyé sur les dernières techniques du marketing en vigueur dans les entreprises les plus modernes pour favoriser l'engagement et lui donner du sens. Les adhérents locaux ont été baptisés « volontaires », lesquels ont été structurés en « *teams* ». Aidés par des outils numériques et des instruments de géolocalisation, ces « *campaigners* » ont été initiés aux « *mapping* » (planification et localisation), au « *targetting* » (ciblage des électeurs) et au « *benchmarking* » (comparaison avec les concurrents). En Marche ! a paru s'inspirer des principes d'action du toyotisme, fondé sur le « zéro défaut, zéro temps mort, zéro stock ». Le « QG » a réparti les tâches et les objectifs par pôles, ces derniers étant contrôlés par une « cellule RH ». Dans les comités locaux, la mobilisation s'est faite par l'établissement de « *challenges* » (défis). Étonnamment, cette politique de ressources humaines très « *high tech* » n'a ni contredit les aspirations à militer ni entaché ce que militer politiquement veut dire¹⁶. En ce cas, l'hypercen-

79

14. Ce déni d'institution n'est pas nouveau, et il semblerait que le refus de se voir accoler le titre de « parti » se soit largement développé hors des frontières des forces conservatrices désormais.

15. Par cette technique marketing de la participation sans engagement, En Marche ! a pu recueillir des dons en provenance de beaucoup d'adhérents. Au vu du premier bilan financier qu'a présenté le parti d'Emmanuel Macron, il s'avère que beaucoup d'adhérents se sont acquittés de sommes qui, au final, étaient largement supérieures à celles que donnent une fois par an les militants des partis concurrents.

16. Les premiers « marcheurs » ont été initiés à ces modes de faire assez originaux dans le champ des partis politiques au travers de l'organisation d'un porte-à-porte (appelé la « grande

tralisation¹⁷ et la managérialisation d'une entreprise de conquête des positions de pouvoir ont été compatibles avec la mise en mouvement et la libre initiative des militants, qui se sont plu à comparer au « *co-working* » leurs activités faites à l'échelle des territoires locaux de mobilisation.

80 Cependant, deux réserves sont à apporter. D'abord, le personnel militant d'En Marche!, en raison de ses caractéristiques sociales et professionnelles¹⁸, est particulièrement bien disposé à se déployer dans ces ambiances gestionnaires et quelque peu « libertaires » repérables dans beaucoup de start-up. Ensuite, cette organisation a bénéficié, comme toutes les autres par le passé, d'un état d'*innamoramento* qu'apportent les phases de lancement dans les partis politiques – et la séquence présidentielle est propice à ces bains de jouvence partisans – où les jeux de pouvoir et les formes de domination sont encore peu visibles¹⁹. Ce regain militant peut être rapporté à celui qu'a connu La France insoumise, fondée par Jean-Luc Mélenchon, à peu près au même moment, quand les liens partisans ont à nouveau semblé se retisser en se nourrissant du laisser-faire et de la liberté de participer qu'offrent les formations politiques bâties à partir des réseaux d'internet²⁰. Il est vrai que, sous cette forme, l'enrégimentement et les logiques d'appareil dont disent souffrir les adhérents de parti sont encore loin de s'institutionnaliser. Tant que tout reste possible en matière de design organisationnel, les mobilisations militantes continuent. Mais derrière ces manières de converger vers les organisations politiques affleurent des utopies organisationnelles que l'épreuve du temps, au cœur d'un champ politique plus professionnalisé que jamais,

marche »), sous les auspices desdits Bostoniens, à savoir des experts en stratégie électorale du cabinet Liegey Muller Pons.

17. Dans le jargon interne, on symbolise ce système en le définissant comme une organisation en « T » inversé.

18. Les premiers recensements que nous avons pu effectuer indiquent qu'il y a au sein de cette organisation une surreprésentation des militants diplômés, provenant notamment des écoles de commerce et des cycles universitaires de gestion, relativement aisés et / ou occupant des positions socioprofessionnelles parmi les plus élevées dans la hiérarchie des professions. Ce constat est corroboré par Luc Rouban, « Le profil des candidats investis par La République en marche : un renouveau limité » (note du Cevipof), juin 2017.

19. La forte dimension charismatique de cette entreprise politique où la figure d'Emmanuel Macron est omniprésente a également contribué à transcender les logiques d'appareil et de concurrence qui sont généralement au principe des déceptions militantes. « L'amour du leader », pour reprendre une formule de Roberto Michels, dans un premier temps au moins, aide assurément à surmonter les affres de la vie partisane quotidienne.

20. On retrouve dans ces dynamiques naissantes certains des principes philosophiques des origines d'internet fondés sur l'engagement à la carte, la gratuité, la mutualisation, une certaine forme d'anonymat et de libertarisme. Cf. Dominique Cardon, *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010.

concrétisera plus ou moins. Certaines d'entre elles, par exemple, portent en germe l'idée que le digital plutôt que les sempiternelles réunions de courant, la mise en réseaux plutôt que la hiérarchie, la participation au travers de plateformes numériques plutôt que les synthèses de congrès, sauveront la démocratie partisane et plus précisément le militantisme de parti. Reste à savoir si ces innovations pourront se routiniser et traverser les échéances électorales sans encombre.

R É S U M É

Le militantisme, dans les partis politiques, souffre de nombreux maux. Ses causes sont multiples mais tiennent davantage à la manière dont les professionnels de la politique gèrent les aspirations militantes qu'à une éventuelle indifférence naturelle des Français vis-à-vis de l'engagement partisan. C'est donc au cœur de la politique de l'offre partisane que se trouvent les principales raisons de la désaffection des militants. Il reste que les phénomènes « En Marche ! » et « La France insoumise », par l'afflux d'adhérents qu'ils ont réussi à générer, obligent à s'interroger sur de possibles sorties de crise.